



Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°126
11 octobre
2023

Contre un système injuste et brutal, le 13 octobre et après, mobiliséEs !

La politique d'austérité et de casse sociale du gouvernement contribue à l'appauvrissement et au renforcement des inégalités. Sur un an, les prix ont encore augmenté de 4,9% à fin septembre (selon les dernières estimations de l'Insee). Et au grand étonnement des commentateurs qui voient ailleurs en Europe l'inflation décroître légèrement, celle-ci persiste, le prétendu "pic" des prix étant sans cesse repoussé...

Sur un an, l'alimentation en hausse de 9,6% !

Nul besoin pour nous, travailleurEs et consommateurEs, d'examiner de près les chiffres. A la caisse, on voit bien qu'on en prend toutes et tous un peu moins et en changeant de gamme, après avoir constaté que la note était bien salée pour trois bricoles dans le caddie. Car, la hausse des seuls produits alimentaires sur un an est quand même de près de 10 % ! Ce mouvement de « déconsommation » inquiète les éditorialistes qui utilisent un terme bien sobre pour parler des privations de nourriture ou de soins de bien des familles.

Pendant ce temps, les courbes des profits continuent d'augmenter. Ainsi, entre le quatrième trimestre 2019 et le premier trimestre 2023, les profits des entreprises des pays membres de l'OCDE ont grimpé de 21 %... alors que la part dévolue aux salaires n'a augmenté que de 15,6 %.

Austérité, privatisation

Dans un même mouvement, mises en place par des gouvernements de droite comme prétendument de "gauche", toutes les politiques économiques européennes ont consisté à libéraliser et donc à privatiser un certain nombre de services, comme les transports en commun qui coûtent aujourd'hui bien plus chers aux usagers. Et les dotations des collectivités locales et des services publics continuent de baisser...

Du coup, la machine capitaliste ne doit sa survie qu'à la paupérisation du plus grand nombre et qu'à des méthodes toujours plus autoritaires pour faire avaler ses mesures. Ce n'est qu'à ce prix que quelques-uns peuvent s'en sortir mieux, tandis que l'extrême droite veut susciter la haine pour stigmatiser les réfugiéEs, les immigréEs, les NoirEs, les Arabes, les musulmanEs qui vivent à nos côtés, bref promouvoir une société d'exclusion et de racisme...

En lutte pour prendre en main nos vies

À l'opposé de ce cauchemar, le monde du travail est en mesure de porter des mesures de progrès, de solidarités et de justice sociale, pour une autre répartition des richesses. Nous avons besoin d'une augmentation des salaires de **400 euros** pour toutes et tous, l'indexation des salaires sur les prix, des transports gratuits, des logements décents et accessibles pour toutes et tous, des services publics gratuits de qualité et de proximité dans la santé et l'éducation, le contrôle des représentants syndicaux sur la Sécurité sociale (qui est fait de notre salaire socialisé), la fin de toute spéculation et du productivisme...

Nous n'avons pas réussi à battre la contre-réforme des retraites de Macron. Il n'est pourtant jamais trop tard. Ainsi, les travailleurs des États-Unis – qui se mobilisent aujourd'hui dans l'automobile ou même à Hollywood pour leurs salaires et leurs conditions de vie – sont un exemple à suivre.

À l'appel de l'intersyndicale et de cinq organisations de jeunesse, le **vendredi 13 octobre** sera une première étape pour reprendre confiance en nous, l'occasion d'être à nouveau en grève si on le peut, de nous retrouver dans la rue.

Plus que jamais, "ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent".

vendredi 13 octobre
MANIFESTATIONS
11h - SAINT-MALO
Médlathèque
11h - RENNES
Esplan.. De Gaulle

Tout au long des cinq mois du mouvement social contre la réforme des retraites, notre comité a exprimé son point de vue et tenu, dans son bulletin *Rouge Emeraude*, une chronique de la mobilisation.

Nous avons publié en juillet un document pour servir de bilan et de base de débat sur ce mouvement et ses enseignements. Celui-ci est toujours disponible en téléchargement sur le site internet du npa 35.

Une version papier (0,5€) est également disponible.



Pour prendre contact
avec le NPA:

npasaintmalo@gmail.com



**Stop aux tueries et crimes de
guerre, stop à la spirale de
la terreur, de la violence et
de la haine !**

**Solidarité avec la lutte du
peuple palestinien !**

(voir notre article p3)



BREVES DE PONTONS

Contre le racisme, les violences d'état et les inégalités sociales 23 sept., une manif significative à Saint-Malo

Dans le cadre de la journée nationale de marche contre le racisme systémique, les violences policières et pour la justice sociale et les libertés publiques, appelées par plus de 150 organisations, nous étions environ 150 manifestants à manifester à Saint-Malo, le 23 septembre.

Devant le commissariat, le père d'Allan Lambin (jeune homme décédé au commissariat de Saint-Malo en février 2019), a fait une déclaration très émouvante faisant le point sur la situation actuelle de l'enquête judiciaire, qui s'éternise, du fait des dysfonctionnements de la justice.

On ne lâchera rien sur ces questions, pour la vérité, pour la justice.



Retour sur une séquence « sans consistance »

Même *Ouest-France* le dit, la « visite express » de la Première Ministre à Saint-Malo le 28 septembre, n'aura pas été un moment « historique ». Et le quotidien, habituellement bienveillant à l'égard du pouvoir macroniste d'enfoncer le clou en parlant de **visite « sans consistance »** et de « discours de réponse d'une vacuité rare ».

Voilà E. Borne habillée pour l'hiver!

Et il n'y a guère que G. Lurton pour nuancer ce non-événement en bla-blatant autour d'une supposée écoute et d'une éventuelle bienveillance de la chef d'un gouvernement qui la veille même avait déclenché un nouveau 49.3, en vue de faire passer en force son projet de budget 2024!

En fait, le passage de Borne à Saint-Malo n'aura été, une fois de plus et cette fois ci au plan local, qu'une **illustration de la dérive autoritaire du pouvoir**: mobilisation massive de « forces de sécurité » de tous types, intimidations, menaces et interdictions à l'encontre des groupements qui souhaitaient se rassembler pour s'exprimer à proximité du Palais du Grand Large (collectif Sortir du Nucléaire, coordination *Le Monde d'Après*), contrôles d'identité à l'encontre des militantes présentes à la gare... à l'arrivée de la Première Ministre.

Au-delà de ces attaques contre les libertés d'expression et de réunions (dans une ville où historiquement il n'y pas vraiment d'antécédents de « troubles à l'ordre public » lors des manif), nous nous devons aussi de relever le manque de « consistance » de la mobilisation lors de la venue dans notre ville d'E. Borne, personnalité, si l'en est, qui incarne les politiques régressives et réactionnaires que nous combattons depuis des mois. Nous n'étions, en effet, qu'un tout petit nombre dans l'action pour réagir et contester le 28 septembre, y compris lors du rassemblement intersyndical devant la sous-préfecture.

Nous payons, en cette circonstance, le prix de l'absence d'un front syndical, politique et associatif, laquelle aboutit à une dispersion des (faibles) forces disponibles.

Invoquer, comme le font certains la « Charte d'Amiens » qui interdirait des actions unitaires associant syndicats et partis politiques (ce qui est pour le moins une lecture erronée de ce texte), pour justifier le refus de créer un front large, a pour conséquence d'obérer toutes perspectives de riposte de masse aux attaques de nos adversaires de classe. A méditer...
Léonard



« Grand projet » hospitalier: toujours ce silence, alors que la casse du service public continue!

L'implantation de l'hôpital territorial sur la ZAC Atalante a donc été actée de fait en juillet dernier, le Conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération ayant approuvé la cession au Groupement Hospitalier Rance Emeraude de 11,3 ha de terrain de cette ZAC.

Rappelons quand même que cette singulière façon de procéder avait essentiellement pour objet de **clore une fronde de quelques élu.es et d'embarquer le reste de l'assemblée communautaire sur ce choix, sans se soucier le moins du monde des élu.es et de la population de Dinan-Agglomération**, pourtant éminemment concernés ! Donc la conduite de ce « grand projet » se fait toujours dans l'entre-soi...

Dans le silence et le secret aussi, puisque depuis le début juillet, aucune communication officielle n'a tenu informé le public tant sur le passage critique du projet devant le Conseil National de l'Investissement Hospitalier (CNIS), dûment annoncé par l'ARS pour septembre, que sur les conditions de la fusion juridique des 3 hôpitaux (Saint-Malo, Dinan, Cancale), dont on doit noter qu'elle n'a pas encore été votée par le Conseil de Surveillance du CH de Dinan.

Sur ces deux points, comme sur plusieurs autres aussi décisifs (répartition des activités sur les différents sites, capacités d'accueil et d'hospitalisation, effectifs en personnel, modalités de financement, lien et coordination avec la médecine de ville...), les usagers et citoyen.nes sont toujours exclus de l'information.

A ce « jeu » là, ceux qui pilotent ce projet devraient comprendre qu'ils prennent un risque, celui de cristalliser de nouvelles oppositions. N'est ce pas ce qui est arrivé au projet de l'hôpital Grand Paris-Nord, dont la déclaration d'utilité publique a été récemment annulée par le tribunal administratif aux motifs principaux que ce projet prévoit un nombre de lits insuffisant et que sa procédure d'élaboration n'avait fait qu'une place médiocre au débat public... On attend avec intérêt la suite donnée à l'appel interjeté par l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris.

Pour autant, et pendant ce temps là, la politique néo-libérale dans le domaine de la santé continue de faire son œuvre:

- le secteur privé et libéral poursuit son déploiement sur les reculs et les dysfonctionnements du service et de l'hôpital public à Saint-Malo. Après la création de Médicity qui regroupe, à proximité de la clinique de la Cote d'Emeraude, des spécialistes et professionnel.les libéraux, après l'ouverture de l'unité de soins non programmés (et non vitaux !), filière de recrutement de patient.es pour la dite clinique, le groupe privé Vivalto va muscler significativement son offre privée (et lucrative) en matière de chirurgie de l'appareil locomoteur, de médecine du sport et d'addictologie. On parle même de la création, à terme, d'une unité de médecine de 25 lits alors qu'on va en supprimer au CH de Dinan ! Autant de spécialités et d'activités que le service public n'aura pas, autant de difficultés à venir pour l'hôpital public pour recruter et conserver ses médecins et professionnels de santé. Autant de discrimination par l'argent pour l'accès aux soins, car chez Vivalto, l'admission et les soins, c'est d'abord **carte Vitale + carte de (bon forfait) mutuelle + ...carte bleue !**

- le **Projet Régional de Santé**, élaboré par l'ARS et censé être arrêté à la fin d'octobre, n'est qu'une compilation d'intentions, ignorant les difficultés d'accès aux soins dans la région. A telle enseigne qu'après les réserves exprimées par le Conseil Départemental du 35, la majorité du Conseil Régional (qui ne fait habituellement pas preuve d'un gauchisme débridé) a émis un **avis défavorable** à ce projet !

- Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) qui fait des coupes sombres dans les dépenses sociales, n'est pas à la hauteur des besoins de santé et va aggraver la crise sanitaire, alors même que l'accès aux soins est de plus en plus difficile, mettant en cause la sécurité, la vie même de la population. Et le gouvernement menace toujours les assurés sociaux de mesures de "responsabilisation", laissant la possibilité de doubler les franchises médicales.

Autant de raisons de s'inscrire dans les actions du **Tour de France pour la Santé publique**, à l'instar de nos camarades de Carhaix et du Finistère, pour la satisfaction égalitaire des besoins de tous les territoires, pour un objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) progressant de **10%** afin de permettre aux hôpitaux d'assurer le service public, pour des financements nouveaux pour les facultés et IFSI afin de **former plus de professionnels de santé.** DB

Nous nous associerons **mardi 17 octobre 2023** entre 12h et 14h devant **l'entrée principale de l'Hôpital de Dinan** au rassemblement appelé par les syndicats CGT et Sud Santé, **Le Monde d'Après et Dinan DiverCité.**



J'ai lu avec attention le dernier numéro de **banc public**, édité par certain.es ami.es et camarades avec lesquels nous avons menés et mènerons encore des combats communs.

Je recommande vivement l'achat et la lecture de ce journal qui apporte de nombreux éléments concernant notamment le logement et la politique d'urbanisme, nécessaires dans le débat sur le PLU.
DB

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre page facebook:

<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>



Urgences de Carhaix : le Finistère mobilisé

À l'instar du collectif national « **Tour de France pour la santé publique** » qui regroupe plus de 70 associations, syndicats, partis et collectifs d'usagers, et son antenne finistérienne, une manif a rassemblé 1500 personnes samedi 30 septembre devant la préfecture de Quimper en défense des urgences de l'hôpital de Carhaix.

Depuis le début de l'année, l'ARS veut fermer les urgences de cet établissement alors que tous les autres hôpitaux sont à au moins une heure de route. Le 6 août,

les directrices du CHRU de Brest et de l'ARS, sous la pression des syndicats, des élu.es, du comité de défense et de vigilance, avaient déclaré la réouverture totale des urgences le 1er septembre. Mais quelques jours plus tard, la fermeture durant la nuit était annoncée. Le 4 septembre, plus de 2000 personnes étaient rassemblées devant les urgences pour **exiger leur réouverture 24h/24 et 7j/7**.

Depuis, le bras de fer continue d'autant qu'un drame survenu récemment (décès la nuit d'un enfant de Carhaix, âgée de 6 mois) a démontré que les équipes du SMUR de Brest, compte tenu de leur éloignement, ne pouvaient répondre efficacement à certaines urgences vitales.

Le 30 septembre donc, pendant plus de deux heures, les éluEs du Centre Bretagne, dont le maire de Carhaix, accompagnéEs du porte-parole du comité de vigilance, notre camarade Matthieu Guillemot, et de syndicalistes ont bataillé avec le préfet et le représentant de l'ARS pour

faire entendre la spécificité de leur hôpital, en insistant sur **le droit à l'égalité des soins pour toutes et tous sur leur territoire**.

A l'extérieur, les manifestantEs, en colère, ont tenté de se rapprocher de la préfecture, et c'est sans sommation que les « forces de l'ordre » ont gazé la manif à plusieurs reprises.

La délégation n'a rien obtenu mais chacun est persuadé que les urgences de nuit rouvriront grâce au rapport de force qui, comme en 2008, a été établi.

Et ce n'est pas les intimidations par les plaintes déposées par le CHU de Brest, relatives à l'envahissement des locaux de la délégation de l'ARS à Quimper le 14 septembre qui y changeront quelque chose...

La lutte continue: une nouvelle action s'est déroulée lors du Conseil de surveillance du CHU de Brest le 9 octobre et un **rassemblement à dimension régionale est programmé à Quimper pour le 4 novembre**.

Solidarité avec les populations du Haut-Karabagh

L'assaut éclair de l'armée de l'Azerbaïdjan a poussé les personnes arméniennes à fuir en masse le Haut-Karabagh (Artsakh en Arménien).

Au moment où nous écrivons, près de la moitié de la population (environ 60 000 personnes) a fui cette enclave où vivent une majorité d'Arméniens. Cette offensive a lieu après 9 mois de blocus ayant entraîné une catastrophe humanitaire. Elle est le point culminant d'une offensive menée par l'Azerbaïdjan en 2020 qui eut pour effet de reprendre petit à petit le contrôle du Haut-Karabagh avec **la volonté de se débarrasser des populations arméniennes**. Nous constatons aujourd'hui les suites logiques de cette politique de nettoyage ethnique.

L'Azerbaïdjan ne compte pas d'ailleurs s'arrêter là, car le régime conteste ouvertement la légitimité de l'État arménien lui-même. Ainsi, dans les médias officiels azerbaidjanais, l'Arménie, à l'intérieur de ses frontières actuelles exactes, est qualifiée d'« *Azerbaïdjan occidental* », et l'existence même du génocide arménien de 1915 est niée.

La dictature fascisante du pouvoir azerbaidjanais se mêle à **l'hypocrisie des gouvernements européens** qui achètent du gaz russe transitant via ce pays pour contourner leur propres sanctions. L'Azerbaïdjan n'est pas seul dans cette guerre, bénéficiant à la fois des armes fournies par son allié Israël et de la puissance diplomatique et probablement militaire de son partenaire historique dans la région, la Turquie... Prise en étau géographiquement entre les dictatures turque et azerbaidjanaise, c'est la question de la survie de l'Arménie et des arméniens qui est aujourd'hui à nouveau en jeu.

Le NPA se solidarise des peuples opprimés et apporte son soutien aux personnes déplacées de force et condamné l'épuration ethnique en cours. Nous soutenons sans réserve le droit des Arméniens à se défendre, ainsi que la lutte des militantEs azerbaidjanais qui combattent leur propre dictature pour défendre les droits humains.

Communiqué du NPA—Montreuil, le 30 septembre 2023

Gaza : toujours avec le peuple palestinien !

Comment ne pas être dans l'émotion et dans la réprobation à la vue des images de massacres qu'on nous diffuse en boucle depuis samedi 7 octobre, que ce soient ceux perpétrés par le Hamas dans le pourtour de la bande de Gaza ou ceux qui résultent du bombardement généralisé qui écrase la population palestinienne de ce territoire, avant une éventuelle opération terrestre ?

Comment ne pas être révolté par les propos tenus par certains dirigeants du Hamas (« *Chaque fois que notre peuple sera pris pour cible sans avertissement, cela entraînera l'exécution d'un des otages civils* ») et ceux proférés par le ministre de la défense israélien (« *nous combattons des animaux et nous agissons en conséquence* ») ?

Autant dire que face à cette énième et grave crise du Proche Orient, il ne peut y avoir de réaction simpliste et qu'**on ne peut faire l'économie d'analyser les événements actuels qu'à la lumière de la situation dramatique du peuple palestinien qui survit dans le blocus inhumain de la bande de Gaza depuis une quinzaine d'années**... Humiliations quotidiennes, meurtres, emprisonnement, amplification de la politique d'occupation et de colonisation par Netanyahu et son pouvoir d'extrême droite... Tout cela est subi par les PalestinienNEs dans l'indifférence totale de la « communauté internationale », avec ces grandes puissances qui regardent ailleurs quand l'ONU a multiplié les résolutions contre la politique d'apartheid de l'État d'Israël.

Ici en France, les larmes de bien des dirigeants politiques et commentateurs sont à géométrie variable. Après avoir été indifférents au sort des PalestinienNEs pendant des décennies, une offensive idéologique a lieu aujourd'hui contre le « terrorisme » du Hamas, consensus visant à empêcher dans un même mouvement la solidarité avec la lutte pourtant légitime du peuple palestinien pour ses droits.

Le projet politique et idéologique, la stratégie et les moyens de lutte du Hamas ne sont pas les nôtres. Nous dénonçons les tueries de civils menées par le Hamas et rappelons que la résistance palestinienne est composée d'autres forces avec des projets politiques différents. Nous déplorons toutes les victimes civiles, qu'elles soient israéliennes ou palestiniennes, et **nous dénonçons tous les crimes de guerre**.

Mais nous disons aussi que **la lutte est nécessaire contre la colonisation** menée par un État belliqueux et guerrier, celui d'Israël, qui aujourd'hui jette à la rue des centaines de milliers de personnes en quelques heures avant de bombarder et veut mettre en place un « siège complet » de la bande de Gaza. Nous ne confondons pas cet État et sa politique avec le peuple, les militantEs ou les courants anti-guerre, à l'image du journal israélien *Haaretz* qui titre « *Netanyahou porte la responsabilité de cette guerre Israël-Gaza* ».

Nous réaffirmons notre soutien plein et entier à la lutte des PalestinienNEs pour leur émancipation, y compris par la lutte armée, et pour le droit à l'autodétermination, seule condition pour que les PalestinienNEs puissent vivre en paix sur leur terre.

Depuis quelques jours, plusieurs personnalités politiques, dont la Première ministre ou des associations telle la LICRA ont multiplié les déclarations agressives et les menaces à l'égard du NPA. Aucune menace de procès ou d'interdiction ne viendra faire taire nos solidarités avec les opprimés.

Nous reviendrons évidemment sur les différents aspects de cette crise.

Contre l'Union européenne capitaliste et austéritaire, rassembler la gauche de combat !

Les crises sociales, écologiques, démocratiques se conjuguent et se renforcent, causant toujours plus de précarité et de désespoir. Partout en Europe, nous sommes des millions à nous soulever contre des politiques autoritaires, violentes et injustes. Mais sans perspectives collectives et émancipatrices, c'est l'extrême droite, de plus en plus menaçante, qui marque des points. **Nous n'avons plus le temps d'attendre!** Celles et ceux qui luttent et résistent, doivent regrouper leurs forces, leurs énergies et construire ensemble une proposition politique unitaire à la hauteur des urgences.

En France, les élections européennes sont le prochain rendez-vous électoral. La Nupes partira en ordre dispersé. C'est logique tant les projets de ses différentes composantes sont divergents. D'un côté, le PS ou EELV ont participé depuis des décennies à construire une Union européenne au service des capitalistes. De l'autre, des courants antilibéraux ou anticapitalistes sont prêts à désobéir aux traités de l'Union pour mettre en place des politiques de rupture avec la gestion capitaliste de la société. Nous nous adressons à ces derniers **pour une campagne commune au printemps prochain**, et notamment à la France Insoumise, **si nous arrivons à réunir les conditions programmatiques, et sans nier les désaccords stratégiques** entre nos organisations.

Car **avant le casting, le programme est déterminant. Un programme pour en finir avec les politiques européennes** qui détruisent les services publics, organisent le dumping social, saccagent l'environnement et font la guerre aux migrantEs.

Contre l'Europe libérale et antidémocratique, défendre les solidarités

Après le Brexit, le Covid et sous la pression de la guerre en Europe de l'Est, l'Union européenne vit une crise historique, économique, sociale et politique. La fin de l'inflation, comme l'espoir d'une reprise de la croissance, ne sont que des fables répétées par des gouvernements qui refusent de s'attaquer aux profits des grandes entreprises. En réalité, pour eux, l'heure est à nouveau à la cure d'austérité européenne : retour du pacte de stabilité, relèvements des taux des banques centrales, ajustements structurels et pression par le chômage.

Face à cela, nous mettons en débat **quelques mesures d'urgence**. Il faut annuler la dette, réquisitionner les banques. Nous portons les revendications d'un **SMIC européen** indexé sur les prix, d'une hausse coordonnée des salaires pour bloquer la concurrence entre les travailleurEs dans l'Union européenne. Nous voulons une **Europe ouverte** qui accueille dignement les réfugiéEs, plutôt que de les condamner à la mort dans la Méditerranée ou le désert saharien, une Europe qui garantisse les **droits des femmes et des LGBTQI**.

Par **Christine Poupin** et **Pauline Salingue**, porte-paroles du NPA ;
Roseline Vachetta, ancienne députée européenne ;
Philippe Poutou et **Olivier Besancenot**, anciens candidats à l'élection présidentielle

L'Union européenne porte une forte responsabilité dans l'accélération de la crise écologique. Elle promet une agriculture industrielle destructrice et s'accroche aux énergies fossiles et au nucléaire. La **planification écologique à l'échelle européenne** est vitale pour affronter la crise climatique, tout en protégeant les conditions de vie des populations. Nous défendons un **service public européen des transports et de l'énergie** qui portera l'extension de la gratuité pour les populations, associé à un **plan de sortie des énergies fossiles et nucléaire**. Nous voulons une **agriculture paysanne, biologique** qui nourrisse sainement, rémunère correctement les paysanEs et maintienne nos campagnes vivantes.

Cela impose une **rupture avec l'Europe libérale et antidémocratique, pour une Europe de la solidarité, des peuples**, basée sur les choix démocratiques de ces derniers.

L'Europe doit soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et celles et ceux qui luttent contre les occupations coloniales (Palestine, Ukraine...). Elle doit s'engager dans la refonte drastique des relations économiques, financières et militaires organisées aux profits des grandes puissances et qui continuent d'écraser les pays du Sud et leurs populations.

Porter les combats écosocialistes au Parlement européen

Face aux crises, c'est l'extrême droite qui progresse chaque jour un peu plus. Elle a déjà gagné des positions qui étaient inimaginables jusque-là. Elle dirige ou participe aux gouvernements de plusieurs pays (Italie, Danemark, Hongrie...). En France, la politique actuelle menée par Macron, Darmanin et cie lui ouvre la voie.

Ce n'est pas une fatalité ! En regroupant toutes celles et tous ceux qui se battent au quotidien, nous pouvons rendre crédible une **alternative écosocialiste**, en France et dans le reste de l'Europe. Les forces sociales concernées, nous les connaissons. Nous nous sommes retrouvéEs côte à côte dans les mobilisations de ces dernières années : contre les réformes des retraites, dans le mouvement des Gilets jaunes, dans les mobilisations féministes, environnementales ou contre le racisme et les violences policières.

Révolutionnaires, nous nous réjouissons de ces mobilisations et de celles à venir. Nous pensons que **l'auto-organisation et le rapport de force dans la rue restent l'essentiel pour rompre avec le système capitaliste. Mais ces luttes et ces combats doivent aussi entrer massivement au Parlement européen**. C'est pourquoi nous proposons à toutes les forces politiques qui s'opposent aux ravages de l'Europe capitaliste et qui se situent sur le terrain de l'émancipation de nous rencontrer pour discuter les contours d'une campagne commune aux élections européennes de 2024.

L'écologie de pacotille du ministre Béchu

Ouest-France du 1er octobre a accordé deux pleines pages à Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et maire d'Angers, afin qu'il expose sa conception de l'écologie et les mesures qu'il préconise face à l'urgence climatique. Alors que le dérèglement climatique s'accélère et que le danger de basculement vers une planète étuve devient de jour en jour plus palpable, le ministre ne se propose pourtant pas d'agir, mais seulement « d'inciter à agir ». Autant dire, de ne rien faire !

Le macronisme est plein d'éléments de langage qui masquent son inaction climatique. Il s'habille de promesses qui ne seront pas tenues ou sous une forme dévoyée. L'interview de C. Béchu est à cet égard un cas d'école. Après avoir constaté la réalité du dérèglement climatique (+3,6°C au-dessus de la moyenne en septembre après un été déjà très chaud), le ministre ne cache pas son angoisse : « si on n'inverse pas la tendance, d'ici la fin du siècle, il n'y aura plus de neige dans les deux tiers des stations de ski » ! On comprend que la fonte des glaciers et la hausse du niveau des mers, que les températures au-dessus de 40°C et l'extension des zones inhabitables, que les tempêtes dévastatrices et les inondations sont en regard de moindres soucis pour le ministre.

De toutes façons, Béchu a la recette : il nous propose de nous « adapter » grâce à un « plan national d'adaptation », notamment en matière « de transports et de communications » « par 45 ou 50°C ». Sur les capacités d'adaptation biologique de l'être humain qui, rappelons-le, ne peut survivre à des températures supérieures à 38°C lorsque l'air est saturé d'humidité et n'est donc pas tout-à-fait « adaptable », il ne dit évidemment rien.

Toute l'interview est plutôt consacrée à un **catalogue hétéroclite de vagues recommandations** : à l'abandon du fioul domestique, à la réforme de la prime rénov, à la création d'un bonus réparation des smartphones, au passage à des voitures électriques (dont il ne questionne évidemment pas le coût écologique), à l'incitation à conduire moins vite (sans obligation), à l'amélioration de la collecte des déchets (mais pas à en produire moins !), à la sensibilisation de la population (mais pas à une refonte du système économique !)

Rien sur le développement des transports en commun (qu'il faudrait rendre gratuits et susceptibles de remplacer partout la voiture individuelle), sur une autre organisation de la ville rapprochant lieux de vie, de production et de distribution, sur la fin de l'artificialisation des sols (comme à Angers avec la « Nouvelle Océane » !), sur les circuits courts et la fin du tout-camion-bateau-avion, sur la fin des productions inutiles et nuisibles, sur le nécessaire abandon de l'objectif de « croissance » capitaliste indéfinie dans notre monde aux ressources finies, sur la fin du productivisme, la réduction massive du temps de travail (accompagnée d'une répartition égalitaire des richesses !) et la reconversion des entreprises inutiles et/ou polluantes.

Au début de son interview, Béchu évoque bien comme objectifs « l'atténuation » du réchauffement et une « stratégie nationale de la biodiversité », mais sans détailler plus que cela et, de fait, **sans aucune mesure concrète**. Le journaliste qui l'interroge finit par résumer la philosophie du ministre par un laco-nique « Pas d'interdiction, pas d'obligation... » Car l'écologie macrono-béchuesque est individuelle et facultative. Comme si l'action individuelle suffisait à compenser les immenses dégâts infligés à la biosphère par l'industrie, l'agro-industrie et le transport mondialisé des marchandises !



C'est un véritable plan d'urgence écologique dont les populations humaines, non humaines et végétales ont besoin. Et ce n'est évidemment ni Macron, ni Béchu qui sont capables de leur répondre. A nous toutes et tous de l'imposer par notre mobilisation !

De nos camarades du NPA49